



Le 28 mars - Pouvoir d'achat

LES RETRAITÉS NE LÂCHENT PAS

Le 28 mars à l'appel de la Cgt retraités, des rassemblements et des rendez-vous revendicatifs seront organisés afin de réaffirmer haut et fort « la retraite nous voulons la vivre dignement ».

Le 28 mars se tient une réunion du Conseil d'administration des retraites complémentaires Arrco/Agirc. Pour autant ce sont les retraités de tous les régimes qui sont concernés par la dégradation du pouvoir d'achat. Toutes les raisons existent pour exprimer mécontentement et exigences sociales.

Les retraités ne sont pas des nantis.

5 millions de retraités ont une pension totale comprise entre 800 € et 1 200 € par mois ! Le nombre de salariés qui aujourd'hui arrivent à la retraite et touchent le minimum contributif du régime général est en augmentation.

Les retraités ne sont pas des privilégiés.

Les pensions des femmes sont en moyenne inférieures à 38 % de celles des hommes.

Les derniers chiffres connus donnent une retraite moyenne pour les hommes de 1 352 € mensuels et de 899 € pour les femmes.

Les retraités ne sont pas des favorisés dans la crise.

Les retraités sont très touchés. Toutes et tous ont déjà largement payé la facture des réformes depuis 1993. C'est vrai avec le passage des 10 aux 25 meilleures années pour le calcul du droit à la retraite et l'indexation sur les prix à la place des salaires pour l'augmentation des pensions. Le cumul 1993-2003-2010, c'est une baisse de 20 % du montant des retraites. C'est un moins qui freine déjà la consommation et tire les retraités vers le bas.

Le Medef veut en rajouter une couche et imposer sa loi. Dans le cadre des discussions sur les retraites complémentaires, il a avancé comme proposition une désindexation des retraites en rapport avec l'inflation. Les retraites seraient bloquées... !

Le gouvernement a déclaré s'inspirer du Medef pour fixer l'augmentation du régime général du 1^{er} avril. Une telle mesure représenterait au moins 2 milliards de manque de moyens pour vivre pour les retraités.

Ponctionner les retraités alors que les produits de consommation augmentent, ainsi que la facture de l'énergie, le coût de l'habitat et que se soigner devient un luxe... ! **C'est inadmissible... !**

La politique du gouvernement et ses choix budgétaires ne vont pas dans le bon sens. Ils accompagnent la crise. Ce sont de véritables mesures d'austérité qui se mettent en œuvre. Cela ne va pas dans le sens de la relance de l'économie pour plus de croissance et d'emploi.

Ce qui est en jeu c'est bien d'aller à une véritable réforme des retraites qui garantisse les droits des salariés, l'avenir de la jeunesse et la vie des retraités.

Pour défendre la retraite, il ne s'agit pas de plaire aux marchés financiers mais de répondre aux besoins sociaux qui s'expriment. Cela passe par un véritable partage des richesses en faveur de la population, des actifs et retraités.

Les retraités ne lâchent rien sur le pouvoir d'achat, la retraite ni sur la protection sociale.

D'ici le 28 mars et le 28 mars, partout, interpellons le Medef, les pouvoirs publics et les députés notamment celles et ceux qui font la majorité gouvernementale.

Partout, les retraités ont toutes les raisons de répondre présents et de se rassembler.

Dans l'immédiat, ils exigent :

- Un rattrapage de 300 € par mois pour tous les retraités, tout de suite.
- La revalorisation des pensions et des retraites complémentaires indexées sur la base du salaire moyen.
- Instaurer une retraite minimum égale au Smic pour une carrière complète.
- Le relèvement des pensions de reversion à 75 % de la retraite initiale.
- Le rétablissement de la ½ part pour le calcul de l'impôt sur le revenu.

Montreuil, le 5 mars 2013